

"Panorama des opportunités et des contraintes pour l'affirmation de l'ESS (Économie Sociale de Solidaire) dans les cursus IVET (formation professionnelle initiale) "

Etude prospective réalisée dans Sept pays européens . (Allemagne, Tchéquie , Italie, Roumanie Grèce, Bulgarie, Portugal). Josette Combes, Jason Nardi .RIPESS Europe

Ce rapport est le résultat d'une recherche recueillant des informations et des données relatives à l'ESS dans les programmes d'IVET¹ afin de «cartographier» la situation existante en Europe. Les pays impliqués directement dans le projet sont les suivants : Bulgarie, République tchèque, Grèce, Allemagne, Italie, Portugal, Roumanie. Le modèle commun explore différents aspects, en termes de contexte (historique, normatif, social, politique) et de contenu, qui permettent d'affirmer, grâce à une méthodologie comparative, la nécessité de développer un ensemble commun de modules de formation IVET sur l'ESS.

L'économie sociale et solidaire est de plus en plus comprise et s'affirme comme un modèle socio-économique prometteur dans l'UE et dans diverses parties du monde. Il n'y a pas de définition commune de l'ESS dans toute l'Europe, seuls quelques pays ont des références dans leur Constitution aux principes de l'ESS, et des lois et des règlements concernent l'ESS par diverses approches telles que le mutualisme, la coopération, l'autogestion, l'inclusion sociale et solidaire, etc. - avec différents degrés juridiques, sociaux et politiques de sensibilisation, de compréhension et d'acceptation. Mais au-delà de la reconnaissance institutionnelle et des définitions juridiques de l'ESS, il existe une compréhension et une pratique beaucoup plus larges de l'économie de la solidarité sociale, avec ses contextes historiques, sociaux et culturels, ne limitant pas l'ESS en tant que secteur de l'économie.

Cette enquête affirme l'ESS en tant que mouvement qui regroupe des valeurs et des pratiques intégrées, une approche transformatrice à l'égard de toutes les activités socio-économiques, la promotion de la démocratie au travail et dans la communauté, la justice sociale et la conscience écologique des limites de la planète. L'ESS est une alternative au paradigme économique actuel, qui ne fournit plus de réponses aux aspirations profondes des habitants et aux limites de la planète.
L'éducation et la formation sont des facteurs fondamentaux du changement de paradigme.

Les programmes d'études fondés sur les résultats peuvent ensuite constituer une plate-forme précieuse pour le rapprochement entre les mondes de l'éducation, de la formation et du travail - et en particulier l'IVET et l'EFP² - avec un grand potentiel pour transformer les jeunes générations en citoyens et professionnels plus compétents, conscients et capables de relever les défis de la société. Dans cette perspective, la combinaison de l'IVET et des programmes d'études est au centre de cette recherche, dans l'objectif de développer un environnement d'apprentissage complet qui promeut l'ESS et profite aux apprenants de tous âges tout en répondant aux besoins de la population à risque. Comme le souligne³ le Cedefop (le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle) : «la pertinence du curriculum est une condition sine qua non, non seulement pour améliorer le potentiel de capital humain des diplômés de l'éducation et de la formation, mais aussi pour retenir les apprenants dans le système d'éducation et de formation". Ainsi, dans les années qui suivent 2000, la Stratégie Europe 2020 (COM, 2010) pour une croissance intelligente (développement d'une économie basée sur le savoir et l'innovation), durable (promotion d'une économie à faible intensité de carbone, économie de ressources et compétitive), et inclusive (promotion d'une économie avec des taux d'emploi élevés qui assure la cohésion sociale et territoriale) s'est en quelque sorte reflétée dans la conception et la mise en œuvre des programmes

1 Le sigle IVET (initial and vocational education and training) sera utilisé par commodité, il n'existe pas de sigle semblable en français

2 EFP : Education et formation professionnelle

3 « Approches des résultats d'apprentissage dans les programmes d'EFP: une analyse comparative de neuf pays européens », CEDEFOP, voir: <http://www.cedefop.europa.eu/>

nationaux pour l'IVET.

Tout d'abord, cette enquête fait le tour de la philosophie et de l'organisation des systèmes éducatifs, les plaçant en perspective par leur mise en comparaison. La plupart du temps, les programmes sont sous la responsabilité de l'État et sont conçus comme référence pour toute école ou organisme de formation, même si, dans certains pays, des employeurs sont impliqués (Allemagne, Bulgarie et Roumanie). Ils sont basés sur une combinaison d'habiletés, de compétences, et de connaissances acquises, articulées dans des résultats d'apprentissage incluant une liste de contenus nécessaire à leur réalisation et des systèmes d'évaluation. La plupart des pays ont mis en place des systèmes nationaux de qualification, en rapportant leurs niveaux de qualification avec ceux du cadre de qualification européen, en améliorant la transparence, la reconnaissance des qualifications et donc la mobilité potentielle en Europe pour les apprenants et les travailleurs. L'EFP et l'IVET ne font pas exception, surtout parce que dans de nombreux pays, ils sont considérés comme faisant partie intégrante du système éducatif. Certains pays (Allemagne, Portugal, Italie) disposent d'un système de formation professionnelle de longue date ; dans d'autres pays (par exemple, en Roumanie, en Bulgarie, en République Tchèque et en Grèce), il a été mis en place plus récemment.

Tous les pays fournissent des formations professionnelles au sein du système scolaire public, sous la responsabilité du ministère de l'Éducation (structures scolaires décentralisées nationales ou régionales, ou les deux), du secondaire jusqu'au troisième et même quatrième niveau. D'autres ministères peuvent être également impliqués, par exemple le ministère du travail. À côté du système des écoles publiques nationales, mais reliées aux exigences nationales / régionales et à l'approbation de leurs programmes, diverses agences privées participent à l'IVET, y compris les chambres de commerce, les instituts spécialisés dans la formation professionnelle, les agences pour l'emploi et même les entreprises. Ces dernières sont particulièrement utilisées comme partenaires pour aider à trouver un emploi à la fin d'une formation. Les stages ou les formations en cours d'emploi sont de plus en plus considérés comme la meilleure façon d'aider les élèves à s'adapter aux attentes du travail. En ce qui concerne l'orientation et l'évolution des politiques nationales ou régionales qui informent et favorisent le système IVET et potentiellement l'ESS, les institutions entrepreneuriales, les syndicats et les organisations professionnelles, les entités juridiques, les institutions de recherche et les entreprises sociales peuvent être impliqués.

Bien que tous les pays aient une définition similaire de l'enseignement et de la formation professionnels comme situés au delà de la scolarité obligatoire (enseignement secondaire supérieur, tranche d'âge 16-24, avec des exceptions allant de 13 à 19) et dans les objectifs de qualification professionnelle, la manière dont l'EFP initiale est organisée varie. La formation se déroule surtout au niveau secondaire à l'école. Alors que la formation est presque partout gratuite, il n'y a presque aucune aide supplémentaire et il existe une grande variété de conditions préalables pour que les jeunes soient acceptés dans une école de formation professionnelle initiale, avec une différence significative d'un pays à l'autre (âge, examen, obligation contractuelle, un premier cycle d'études requis, etc.). Ces conditions fondamentales d'accessibilité sont très importantes compte tenu du fait que le manque de qualification secondaire est fortement associé dans les pays aux taux élevés de chômage et d'abandon scolaire (taux élevés en Italie, au Portugal et en Bulgarie avec 13 à 15% et en Grèce, Roumanie, jusqu'à 20%). Parmi les raisons invoquées, les plus fréquentes sont «la situation économique, la famille déstructurée, les parents travaillant à l'étranger, le manque d'emplois attrayants pour les jeunes, les modèles consuméristes» (Roumanie), alors qu'en Grèce il s'agit de «la crise économique en cours (...) Le choix de quitter l'école pour chercher du travail repose sur des besoins de survie pure ». Sur un plan plus large, les NEET⁴ pourraient être l'une des principales populations qui bénéficient de la mise en œuvre et de la promotion de I-VET. Selon un rapport de l'OCDE de 2014 par exemple, le Portugal indique que le taux croissant des personnes NEET a renforcé la volonté d'organiser des moyens ajustés pour résoudre le problème.

4 Les jeunes entre 15 et 24 ans qui ne sont ni au travail ni en formation (définition du OIT Organisation Internationale du Travail Organisation NEET no employment nor education nor training.

Parallèlement à l'EFP et à l'IVET, les apprentissages de qualité peuvent être considérés comme des parcours efficaces, constituant une transition plus fluide de l'école vers l'emploi des jeunes à risque de décrochage précoce, en combinant le travail et l'étude. Les apprentissages permettent généralement aux participants de gagner un salaire tout en étudiant et offrent une expérience de travail précieuse. Il a été formellement intégré dans les dernières années dans la plupart des pays de ce projet (sauf la Bulgarie et la République tchèque). Néanmoins, cette «double incorporation» doit être adaptée à l'ESS pour être soit moins orientée « marché du travail », pour offrir aux jeunes en difficulté l'occasion d'expérimenter des environnements entrepreneuriaux plus coopératifs et orientés vers le social.

Le diagnostic général souligne que l'ESS n'est guère présente dans les programmes de formation, sans mention explicite de l'ESS dans presque tous les pays des systèmes I-VET, du fait que cette forme d'économie s'est développée récemment et n'est que partiellement reconnue. À l'heure actuelle, on l'enseigne généralement au plus haut niveau d'études d'innovation sociale et dans des cours qui traitent un sujet plus vaste comme la gestion, l'économie ou l'administration publique. Certaines entités privées organisent des séminaires ou des cours sur les aspects ESS dans leurs programmes, mais à petite échelle. Le sujet progresse cependant, car il se développe à partir des pratiques et des mouvements sociaux qui se répandent rapidement en Europe et dans le monde. Ainsi on l'étudie au niveau académique dans plusieurs universités. Si on adopte une définition plus large, l'ESS est également présente dans d'autres espaces éducatifs telles que les séminaires, les événements, les universités populaires, les ONG, les fondations, etc. Il s'agit de dresser un agenda public et de fournir de nouvelles connaissances et compétences aux professionnels travaillant dans le secteur.

L'une des principales conclusions est que l'ESS doit élaborer une approche pédagogique et un plaidoyer en direction de l'I-VET ainsi que vers d'autres niveaux d'éducation, en partant de l'échelon le plus bas vers les cadres nationaux de qualification et de stratégies européennes, en commençant par l'innovation en terme de programmes, en fournissant aux jeunes gens la possibilité de mieux comprendre et détecter leurs prédispositions pour les processus et les carrières de l'ESS.

Au centre de toutes les propositions avancées jusqu'ici, il existe un thème important concernant les «compétences douces», les compétences transversales qui ne sont pas acquises par la formation technique, mais peuvent et doivent être cultivées par des méthodes actives et participatives, voire par formes informelles d'éducation. Les connaissances économiques et de gestion concernant les entreprises sociales offrent également l'opportunité de travailler sur l'implication des initiatives ESS à différents niveaux avec des institutions publiques et privées (éventuellement sans but lucratif) pour répondre à ces besoins éducatifs.

Comme l'indique le rapport, la plupart des formateurs devraient suivre les lignes directrices des programmes, de sorte qu'il y ait des perspectives d'amélioration de la pédagogie en combinant un programme d'études axé sur les résultats attendus et une approche centrée sur l'apprenant. Par exemple en Italie, les formateurs jouent un rôle important dans l'évolution de la pédagogie et le contenu de leurs cours, de même en Grèce, les formateurs peuvent être embauchés pour leur compétence professionnelle. Enfin, les programmes de formation pour les formateurs devraient également être développés en fonction des différences territoriales ainsi qu'avec les différentes institutions accréditées. Les formateurs devraient avoir le droit / le devoir d'accéder aux mises à jour continues de formation (outils et méthodologies pédagogiques novatrices sur l'apprentissage actif et participatif, théories et pratiques de l'ESS à intégrer dans l'Unité d'apprentissage de leurs programmes, etc.). La conclusion générale portugaise exprime certaines perspectives de développement : l'ESS n'ayant [pas encore] une influence claire au niveau de la formation en général, il s'agit de mettre l'accent sur : a) la définition, la conception, l'organisation, la planification et la mise en œuvre des activités d'apprentissage dans l'IVET; b) l'autonomie des enseignants pour reformuler leur programme; c) les différences entre les programmes de travail publics et privés; d) les méthodologies coopératives et d'apprentissage par les pairs.

La concertation dans le secteur ESS (dialogue, codécision, échange mutuel d'informations) est nécessaire pour définir les principaux besoins de formation et fournir une réponse adéquate du système IVET. Dans les pays où le secteur de l'économie sociale et solidaire est nouvellement développé (Roumanie, Bulgarie, République tchèque), un nombre limité d'entreprises sociales a survécu (sociétés de crédit, entreprises d'intégration sociale principalement). Une étude parmi les entreprises sociales expérimentées pourrait aider à identifier les besoins de formation. Les organisations d'IVET devraient comprendre comment l'ESS peut être un domaine pertinent pour former les jeunes, possédant un potentiel d'innovation et de création d'emplois: les centres de formation professionnelle pourraient se développer tant pour les stagiaires que pour les acteurs locaux du territoire. En Italie, il existe une proposition - richement détaillée dans ce rapport - pour intégrer les centres de formation professionnelle en tant que parties nodales des réseaux ou districts de l'ESS, à la fois en tant qu'acteur économique local et en tant qu'opérateur de synergie d'innovation sociale et culturelle. Le but final serait de passer d'un modèle centré sur le marché du travail et la recherche d'emploi "à un modèle dont la finalité serait la création d'opportunités de travail (créer du travail plutôt que d'en chercher,), dans lequel les gens peuvent atteindre de manière active et autonome les objectifs qu'ils souhaitent en étant capables de trouver les ressources nécessaires pour réaliser leur projet".